

Protokoll der Sitzung des Bundesrates vom 31. Juli 1883¹

3883. Tessiner Bistumsfrage

Politisches Departement. Antrag vom 30. Juli 1883

Schon zu wiederholten Malen, leztlich durch das Organ des Herrn Pedrazzini, seines Delegirten an der Konferenz mit dem Herrn Bundespräsidenten vom 25. Juli, hatte der tessinische Statsrat erklärt, dass weder Volk noch Regierung zu einem wenn auch nur provisorischen Anschlusse des Kantons Tessin an das Bistum Chur ihre Zustimmung geben würden.²

In Bestätigung der von Herrn Pedrazzini gemachten Vorschläge erklärt sich nun der Statsrat in seiner Zuschrift vom 27. Juli³ bereit, angesichts des hierseitigen Widerstandes gegen die Errichtung eines selbständigen *Tessiner Bistums* in die *provisorische Verwaltung durch einen apostolischen Vikar* einzuwilligen und sich in dieser Richtung beim hl. Stuhle zu verwenden, auch einer allfälligen Wahl des Herrn Lachat auf diesen Posten sich nicht zu widersetzen, falls diese Wahl den Bundesrat veranlassen könnte, auf seinen Beschluss vom 24. Oktober abhin⁴ zurückzukommen und der vorstehenden Kombination seine Zustimmung zu erteilen.

Entsprechend dem Antrage des Departements wird beschlossen:

Dem Statsrat des Kantons Tessin ist zu erwidern, dass der Bundesrat, obzwar er seinen frühern Vorschlag noch immer sowohl im allgemeinen schweizerischen, als im speziell tessinischen Interesse als die beste Lösung der Frage betrachte, dennoch geneigt sei, zu der vorgeschlagenen Verständigung, welche es zugleich ermöglichen würde, den gegenwärtigen Zuständen im Bistum Basel ein Ende zu machen, Hand zu bieten, und zwar auf folgender Grundlage.

1. Herr Lachat würde auf Titel und Würde eines Bischofs von Basel Verzicht leisten. Die Bezeichnung seines Nachfolgers hätte nach einem zwischen dem hl. Stuhle, dem Bundesrat und den beteiligten Kantonen zu vereinbarenden *modus vivendi* stattzufinden, oder auch würden sich die verschiedenen Beteiligten sofort über die Wahl des neuen Bischofs von Basel zu verständigen suchen, wobei die Rechte der Kantone für die Zukunft übrigens erhalten blieben.

2. Die Amtstätigkeit des Herrn Lachat wäre eine durchaus provisorische. Sie würde aufhören, sobald man sich über ein endgültiges Arrangement geeinigt hätte. Sollte ein derartiges definitives Arrangement bei einem etwaigen Ableben des Herrn Lachat noch nicht zu Stande gekommen sein, so würden in diesem Falle die Beteiligten sich über die zu treffenden provisorischen Massnahmen verständigen.

1. *Abwesend: Droz, Schenk.*

2. *Das Protokoll dieser Konferenz ist als Annex 1 abgedruckt. Vgl. auch Annex 2.*

3. E 22/1665.

4. *Vgl. Nr. 224.*

ANNEX I

E 22/1665

Compte rendu de la Conférence qui a eu lieu ce jour à la demande
du Gouvernement du Tessin, entre les délégués du Conseil fédéral
& le Délégué du Conseil d'Etat du Tessin

Affaires ecclésiastiques tessinoises

Berne, 25 juillet 1883

Prennent part à la Conférence: au nom du Conseil fédéral, son Président et son Vice-Président, M.M. Ruchonnet et Welti; au nom du Conseil d'Etat du Tessin, M^r. le Conseiller national Pedrazzini.

M^r. Pedrazzini expose en substance ce qui suit:

Le Gouvernement et le peuple du Tessin sont fermement résolus à ne pas consentir à une annexion de leur canton au Diocèse de Coire. Ils n'admettent pas non plus la solution provisoire proposée par le Conseil fédéral et qui consisterait à placer momentanément les paroisses tessinoises sous l'administration ecclésiastique de Mgr Rampa, l'Evêque actuel de Coire. Leur résolution à cet égard est fondée sur une foule de motifs, parmi lesquels M^r. Pedrazzini mentionne la distance entre Coire et le Tessin, la différence de langue, une certaine dualité entre le caractère du peuple grison et celui du peuple du Tessin, en somme assez de divergences pour que jamais les tessinois ne consentent à envoyer leur jeune clergé se préparer à la prêtrise dans un séminaire à Coire.

Le Gouvernement du Tessin insiste vivement pour que le Conseil fédéral renonce non seulement à une annexion au Diocèse de Coire, mais aussi à une annexion à quel autre diocèse que ce soit. Il insiste non moins vivement pour que le Conseil fédéral donne sans plus tarder les mains à la création dans le Tessin d'une organisation ecclésiastique qui permette de réaliser enfin la séparation de ces paroisses d'avec les ordinaires de Côme et de Milan. M^r. Pedrazzini dépeint l'état actuel comme un état illégal et irrégulier. La loi qui a ordonné la suppression de toute juridiction étrangère sur le territoire suisse n'est pas observée en Tessin et ne pourra pas l'être aussi longtemps qu'on n'aura pas substitué aux ordinaires de Côme et Milan un pouvoir ecclésiastique régulier. Les relations du clergé tessinois avec l'Evêque de Côme et l'Archevêque de Milan n'ont pas cessé d'avoir lieu; le Gouvernement est impuissant à y mettre un terme et la conséquence de cet état de choses est qu'il manque au Clergé du Tessin une direction ferme.

M^r. Pedrazzini rappelle que la population du Tessin presque unanime désire la création d'un Evêché distinct. Le Conseil d'Etat a reçu la mission d'insister pour obtenir du Conseil fédéral qu'il y donne son consentement. En cas de refus, le Conseil d'Etat a reçu du Grand Conseil l'ordre d'organiser par une loi la hiérarchie catholique dans le Canton.

Le Conseil d'Etat ayant constaté à son regret que le Conseil fédéral persistait à refuser de consentir en ce temps-ci à la création d'un Evêché tessinois, et sans perdre d'ailleurs l'espoir de le voir venir un jour à d'autres résolutions, vient lui demander de consentir à ce que, pendant le cours des négociations, il puisse être organisé en Tessin une administration ecclésiastique, distincte de tout autre ordinaire et qui serait placée sous la direction d'un ecclésiastique portant le titre de Vicaire apostolique ou telle autre dénomination à convenir.

M^r. Pedrazzini ajoute que le gouvernement serait disposé si cela pouvait entrer dans les vues du Conseil fédéral & faciliter une entente, à agréer pour remplir ce poste d'administrateur provisoire, Mgr. Lachat, actuellement Evêque de Bâle et qui serait relevé de cette charge.⁵

Les Délégués du Conseil fédéral ont répondu en substance ce qui suit:

Tout d'abord ils constatent avec regret la persistance du Tessin à repousser une annexion au Diocèse de Coire et même à refuser d'agréer à titre purement provisoire Mgr. Rampa comme administrateur des paroisses tessinoises. Les délégués du Conseil fédéral constatent, que tout en déplo- rant ce refus, qui ne leur paraît pas suffisamment motivé, ils ne peuvent qu'en prendre acte.

Ils admettent, avec le Gouvernement du Tessin, que les autorités compétentes ont le devoir de

5. Vgl. Annex 2.

réunir leurs efforts pour procurer l'exécution de l'arrêté fédéral du 22 juillet 1859⁶, savoir la suppression de la juridiction ecclésiastique des ordinaires de Côme et Milan sur les paroisses tessinoises.

Pour atteindre, sans plus tarder, ce but, ils sont disposés à consentir à ce que, durant le cours des négociations par lesquelles les parties continueront à chercher le terrain d'une entente définitive, il soit établi en Tessin un administrateur ecclésiastique.

Ils y sont d'autant plus disposés que le Gouvernement du Tessin propose d'ors et déjà pour remplir cette fonction Mgr. Lachat, lequel devrait en conséquence renoncer au siège épiscopal de Bâle et en être relevé.

Les délégués du Conseil fédéral entendent d'ailleurs bien que le nouvel Evêque de Bâle devrait être nommé d'entente avec les Cantons du Diocèse et agréé par eux. (La Conférence s'est même occupée de la personnalité sur laquelle devrait porter ce choix; toutefois il n'y a pas lieu de consigner ici cette partie de la négociation, qui par sa nature même demeure confidentielle).

Après cet échange de vues, les participants à la Conférence ont constaté qu'une entente pourrait s'établir sur les bases suivantes:

1. Le Conseil fédéral ne voulant pas consentir à l'érection d'un Evêché tessinois et le Tessin ne voulant pas consentir à être joint à l'Evêché de Coire, ni même à être placé provisoirement sous l'administration personnelle de Mgr. Rampa, en ce moment Evêque de Coire, il est entendu que l'on cherchera le terrain d'une autre solution. Pendant le cours de ces négociations, et pour ne pas ajourner encore l'exécution de l'arrêté fédéral de 1855, les paroisses tessinoises seront placées sous l'autorité d'un administrateur ecclésiastique, qui sera choisi en la personne de Mgr. Lachat. Cette entente provisoire prendrait fin à la mort de Mgr. Lachat, si une entente définitive n'était intervenue auparavant.⁷

2. Mgr. Lachat sera relevé de sa charge d'Evêque de Bâle. Il y sera remplacé selon un *modus vivendi* à convenir, par un ecclésiastique agréé par les Cantons du Diocèse.

M^r. Pedrazzini ayant demandé quelle serait la suite donnée à cette conférence, les délégués du Conseil fédéral ont fait remarquer que l'autorité fédérale ne consentirait pas à ouvrir des négociations officielles si elle n'avait pas au préalable l'assurance que les bases ici posées auraient l'agrément du S^t. Siège, que c'était d'ailleurs au Gouvernement du Tessin, qui avait fait les propositions ci-dessus consignées à pressentir l'accueil que le S^t. Siège leur ferait. Au cas où le Gouvernement du Tessin pourrait affirmer que son projet rencontrerait un bon accueil à Rome le Conseil fédéral aurait à prendre l'avis des cantons du Diocèse de Bâle, puis à examiner s'il lui convient de lier avec le S^t. Siège des négociations directes et sous quelle forme.

Sur cela la Conférence s'est terminée.⁸

ANNEX 2

J I. 2/13

Aufzeichnung des Vizepräsidenten des Bundesrates, E. Welti

Bern, im Juli 1883

Die Besprechungen, welche während der letzten Versammlung der eidg. Râthe zwischen Mitgliedern des Bundesrathes und einzelnen Vertretern von Cantonen stattgefunden haben, berechtigen zu der Hoffnung, dass es gelingen werde die kirchl. Verhältnisse der Schweiz zu ordnen. Die Geneigtheit dazu ist auch im Bundesrathe vorhanden und macht sich in den Cantonen immer mehr

6. AS 1857—1860, VI, S. 300 f.

7. *Randnotiz von Ruchonnet*: Il est à remarquer ici que le délégué tessinois a insisté pour qu'il fût entendu qu'après la mort de Mgr. Lachat, celle-ci survenant avant qu'une entente pour le règlement définitif de la question, un autre [*Schluss der Notiz fehlt*].

8. *Bemerkung von Ruchonnet am Schluss des Protokolls*: exact, avec la note ci-contre (vgl. Anm. 7).

geltend. Zu irgend welchen Verabredungen und verbindlichen Zusagen ist es übrigens bis jetzt nicht gekommen; dagegen hat man sich über einige Ideen verständigt von denen man annimmt, dass dieselben als Ausgangspuncte für offizielle Verhandlungen dienen könnten. Diese Ideen sind folgende:

1. Die kirchliche Verwaltung des Cantons Tessin wird dem Bischof Lachat unter dem Titel eines Vicaire apostolique oder eines Administrateur übertragen. Die Frage über die Errichtung eines eigenen Bisthums bleibt dadurch unberührt und sie könnte während der Dauer der Administration des Herrn Lachat zur Lösung gebracht werden.

2. Für die Diöcese Basel würde ein Coadjutor ernannt, dem ausschliesslich und allein die Ausübung aller bischöflichen Amtsgewalt und aller Amtshandlungen übertragen würde. Die Ernennung dieses Coadjutors würde durch den Pabst geschehen; die Cantone der Diöcese sich aber vorbehalten dafür einen Vorschlag zu machen, dessen Berücksichtigung zugesagt werden müsste. Der Coadjutor würde das Bisthum neu organisiren und den Domsenat wählen lassen, so dass die Behörde wieder vorhanden wäre, welche im Falle der Vacanz die ihr zukommenden Rechte bei der Bischofswahl ausüben könnte.

Durch die Wahl eines Coadjutors wäre dem Pabste die Möglichkeit gegeben, Herrn Lachat bei seiner bischöflichen Würde zu belassen. Dieses könnte aber unter allen Umständen nur unter der Bedingung geschehen, dass in den Verhandlungen mit den Cantonen der Diöcese Basel von Herrn Lachat gar keine Rede wäre, und dass die förmliche Versicherung gegeben würde, dass die sämtlichen bischöflichen Functionen einzig und allein dem Coadjutor obliegen.

3. Es müsste auch der Fall vorgesehen werden, dass der Coadjutor vor dem Bischof Lachat sterben oder überhaupt seine Functionen nicht mehr fortsetzen sollte. Würde man diese Möglichkeit nicht vorsehen, so könnte daraus die Schwierigkeit entstehen, dass angenommen würde, die kirchl. Jurisdiction gehe durch den Tod des Coadjutors wieder an Hr. Lachat über. Die erste Voraussetzung des Gelingens der Verhandlungen ist aber die, dass Herr Lachat von den Cantonen der Diöcese nie mehr, weder jetzt noch künftig, als Bischof anerkannt werden kann.

Das sind die Hauptpuncte der bisherigen Besprechungen, welche nun fortgesetzt werden sollen. Es ist aber zu wiederholen, dass bis jetzt niemand gebunden ist und dass die bisherigen Verhandlungen allerdings zwischen Mitgliedern von Behörden, nicht aber unter den Behörden selbst gepflogen worden sind. Immerhin lässt sich soviel constatiren, dass sich auf allen Seiten ein versöhnlicher Geist geltend gemacht hat, der bis jetzt auf keine Schwierigkeiten gestossen ist.

Eine wesentliche Bedingung des guten Fortgangs der Sache ist die, dass die römische Curie sich so lange nicht in die Verhandlungen mischt, als dieses absolut notwendig wird. Es muss aber auch jede indirecte Einmischung, wie z. B. durch Rede oder durch Zeitungsartikel etc. unterbleiben. Die Curie wird die Mittel und Wege schon finden, um ihre Meinung in einer Weise zu äussern, die keinen Schaden bringt. In erster Linie überlasse man nun den Schweizerischen Beteiligten die Verständigung; wenn dieselbe soweit gediehen ist, dass Verhandlungen mit Rom nötig werden, so wird man dieselben nachsuchen. In welcher Weise und durch welche Personen dieselben geführt werden sollen, ist wohl noch nicht zu erörtern; nur eines kann jetzt schon gesagt werden; dass die Schweiz nie zugeben wird, dass diese Verhandlungen zum Vorwand gebraucht werden, um einen Nuntius wieder einzuführen; in dieser Richtung müssen alle Hoffnungen aufgegeben werden. Wird die Bestellung eines päpstl. Bevollmächtigten nötig, so muss er ausschliesslich ad hoc bestellt werden. Wahrscheinlich ist es auch besser, wenn hiefür nicht ein schweizerischer Bischof oder ein anderer schweiz. Würdenträger bezeichnet wird.